

ORAN : EN REACTION A L'ENLEVEMENT DE LA JOURNALISTE ITALIENNE

La mobilisation continue

Suite au kidnapping, ce vendredi 4 février à Baghdad, de la journaliste italienne du quotidien *Il Manifesto*, Giuliana Sgrena, un appel avait été lancé à Oran et partout en Algérie par plusieurs associations, qui considèrent cet enlèvement comme étant un acte inacceptable. Ce dimanche 6 février 2005 à 17h30 a eu lieu une rencontre à l'initiative de l'Afepec, en son siège, où elle a regroupé des représentants d'associations, de partis politiques ainsi que des journalistes.

Ce fut l'occasion de parler longuement du parcours courageux de la journaliste qui a toujours donné la parole aux populations opprimées et à la femme, en particulier dans le monde arabe. L'itinéraire de Giuliana, amie de l'Algérie dans les moments les plus difficiles, a été longuement rappelé par plusieurs témoignages.

Parmi les actions entamées dès l'enlèvement de la journaliste par plusieurs associations, l'Afepec a pour sa part entamé des actions de concertation et d'information et ce, en étant partie prenante de la motion initiée par les femmes algériennes. Dès lors, l'association s'est engagée à diffuser les documents disponibles : motion des femmes algériennes, pétition des journalistes algériens, articles parus dans la presse algérienne, textes parus sur Internet...

Dans les jours à venir l'Association compte élargir le débat en organisant une rencontre d'information sur ce qui se passe en Irak. Elle sera animée par des Irakiens.

Amel B.

MOUVEMENT DE DEBRAYAGE DU CLA

Les protestataires reprennent les cours

Le mot d'ordre lancé par le Conseil des lycées d'Alger pour un débrayage de deux jours, les 6 et 7 février 2005, et qui a été suivi par 28 établissements n'a pas connu le même engouement hier à l'issue du deuxième jour du débrayage.

Mohamed Djadi - Alger (Le Soir) - Ainsi, en prenant acte du préavis de grève lancé par le collectif du Conseil des lycées d'Alger pour le mouvement de protestation de deux jours (6 et 7 du mois en cours), les pouvoirs publics ont réagi en prenant des mesures contre les grévistes par la ponction sur salaires et la poursuite judiciaire contre les instigateurs de ce mouvement de débrayage. "En dépit de la décision de justice, cette organisation maintient, contre toute raison, son appel au débrayage."

Devant cet état de fait, l'inspection académique d'Alger vient d'engager de nouvelles poursuites, sur le plan pénal, à l'encontre de l'instigateur de ce mouvement pour non-exécution de la décision de justice", soulignera l'inspecteur d'académie.

Lors d'un point de presse animé dimanche, le coordinateur du CLA a estimé que le dépôt de plainte par l'inspection d'académique d'Alger contre eux n'est qu'une tentative d'intimidation. Il précisera que deux préavis de grève ont été déposés auprès du ministère de l'Education nationale et de l'inspection académique d'Alger.

L'un concernait la grève du CLA prévue le 6 février qui englobait tous les lycées d'Alger et l'autre pour les 6 et 7 février et qui concernait uniquement le lycée Emir-Abdelkader. "La plainte de l'inspection académique d'Alger concerne le préavis de grève des 6 et 7 février et non celle de dimanche."

La plainte a été déposée en dernière minute, soit la veille du débrayage et ce, dans le but de nous

empêcher de prendre une quelconque décision. Je ne comprends pas, en outre, pourquoi l'inspection académique a déposé uniquement plainte contre le porte-parole du CLA, alors que la décision du débrayage a été prise à l'unanimité", précisera M. Osmane avant d'ajouter : "Il s'agit d'une opération bien ficelée par un réseau qui active au niveau de la tutelle et de l'inspection académique et qui a également pour tâche de semer le désordre afin de casser le mouvement syndical." L'attaque contre le Conseil des lycées d'Alger ne date pas de ce dimanche, mais bien avant, estiment certains membres de cette organisation. "La tutelle ferme la porte au dialogue, puis elle saisit la justice pour rendre illégale notre action et nous fait ainsi taire à jamais." Notre interlocuteur a rappelé que "le CLA a sollicité à maintes reprises, courrier à l'appui, le ministère de l'Education pour une

séance de travail afin de discuter de toutes les pré-occupations des enseignants du secondaire, en vain. Toutefois, lorsque la tutelle ferme les portes du dialogue, l'unique alternative des enseignants reste le débrayage". Enfin, le CLA exprime également son indignation devant la violence que subissent des hommes et des femmes qui, dans des conditions déplorables, tentent et essaient d'apporter la culture et le savoir à la jeunesse de notre pays. L'histoire de l'agression sur un professeur au lycée Mohamed-Boudiaf n'a pas été également du goût de la corporation. "Le préjudice moral subi par l'ensemble des enseignants et des élèves est extrêmement grave", avaient déclaré les représentants du CLA dans un communiqué rendu public au sujet de l'agression dont a fait l'objet un professeur du lycée Mohamed-Boudiaf d'El-Madania.

M. D.

SUPPRESSION DU BAC PROFESSIONNEL

El Hadi Khaldi s'explique

Les 736 concernés par la première session de baccalauréat professionnel prévue en juin 2006 ont été orientés vers d'autres spécialités de l'enseignement secondaire car ce bac a été annulé par décision du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Les causes de cette suppression ont été dévoilées hier lors du forum de *Djazair News* par le premier responsable du secteur, El Hadi Khaldi.

"Avant avril 2004 nous ne pouvions pas prendre une telle décision vu la conjoncture politique qui ne le permettait pas. Après cette date, la décision a été prise par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Ce bac est anti-pédagogique" a mentionné hier El Hadi Khaldi, comme quoi il fallait attendre que le schéma politique soit plus clair. L'attente d'une telle décision valait la peine car il ne faut pas oublier que l'idée du bac professionnel a été introduite la première fois en Algérie par l'ex-pré-

sident de l'APN Karim Younés à l'époque où il était ministre de la Formation professionnelle dans le Premier gouvernement de Ali Benflis. L'actuel ministre ajoutera : "J'ai pris la décision et j'assume les conséquences" en avançant des arguments tel qu'il faudrait préserver la vocation initiale de l'enseignement supérieur et que le bac professionnel ne doit en aucun cas être un tremplin pour l'université ou autres comme "je ne voudrais pas ajouter un autre travail pour l'office des examens, il est assez débordé".

S'exprimant sur la problématique des instituts de formation privés, il dira : "Actuellement on compte 700 écoles de formation privées dont 150 ont été fermées." La décision est due à leur manquement aux cahiers des charges et le ministère continuera jusqu'à l'assainissement total de ce secteur. Quant aux diplômés délivrés par ces institutions, ils ne seront pas valables car "la seule

institution habilitée à signer ou à délivrer un diplôme reconnu reste la direction de la formation professionnelle de wilaya", souligne-t-il et de continuer sur un ton ferme : "Aucun diplôme délivré par une autre administration ne saura être accepté".

"On ne donne pas d'agrément pour une formation universitaire" s'exprime-t-il en reconnaissant le "dérapage" et les dépassements enregistrés au niveau de ce créneau.

La formation professionnelle forme annuellement des centaines de

jeunes qui restent à la recherche d'un emploi.

Dans ce contexte, le premier responsable du secteur a annoncé l'installation d'une commission chargée de la révision de la nomenclature du secteur et la collecte de renseignements quant aux besoins

nationaux en matière d'embauche au niveau de toutes les wilayas, les entreprises économiques et les collectivités locales. "La formation doit être en harmonie avec les besoins réelles d'emploi", conclut-il.

Ilhem Tir

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELS

Installation d'une commission de réforme

Le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, M. El Hadi Khaldi, a procédé hier à l'Institut national de la formation professionnelle (INFP) à l'installation de la commission technique chargée d'élaborer un plan d'opération et un échéancier pour la création de l'enseignement professionnel et la mise en œuvre de la réforme qualitative du secteur.

Cette commission interne dont le secrétariat exécutif est sis à l'INFP est composée de dix cadres du ministère de tutelle et présidée par M. Aït Boudaoud. La nouvelle structure a pour mission de préparer un projet de structuration de la voie pro-

fessionnelle dans le cadre de la restructuration du cycle post-obligatoire, d'arrêter les principes généraux sur lesquels repose l'organisation projetée du système de formation et de l'enseignement professionnels, de définir les finalités et de fixer les objectifs de chacun des itinéraires constituant la voie professionnelle.

La commission technique de réforme s'attachera également à élaborer un schéma général de développement du système de formation et de l'enseignement professionnels, à organiser les cursus de formation et d'enseignement professionnels, à arrêter les grands axes de réforme

du système de formation et d'enseignement professionnels et enfin à traduire ces grands axes en plan d'opération avec un échéancier de mise en œuvre.

Un rapport sera élaboré avant le 1er mars prochain et les réformes y découlant seront appliquées dans un premier temps au niveau de centres pilotes.

Si les résultats escomptés sont atteints, elles seront élargies à l'ensemble des établissements de formation et d'enseignement professionnels au niveau national, et ce, à la rentrée professionnelle de septembre 2005.

Lotfi Mérad